



CHAPITRE 83

CHAPTER 83

Loi modifiant la charte de la ville de Dorval An Act to amend the charter of the town of Dorval

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Dorval a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 14 George VI, chapitre 120, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"526. Le conseil peut imposer par règlement et percevoir certains droits ou taxes annuels, sur tous ou sur certains commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence, exercés ou exploités dans la ville. Ces droits ou taxes peuvent consister en une somme fixe ou être basés sur la valeur locative annuelle estimée des lieux occupés à ces fins; ils peuvent être imposés sous les deux formes à la fois et être différents ou plus élevés lorsqu'ils sont percevables de personnes qui ne résident pas dans la ville ou qui y résident depuis moins de douze mois; toutefois, dans aucun cas, la somme fixe ne doit excéder deux cents dollars et celle basée

WHEREAS the town of Dorval has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 14 George VI, chapter 120, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 526 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"526. The council may impose by by-law and collect certain annual dues or taxes on all or some trades, manufactures, financial or commercial occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or livelihood, carried on or followed in the town. Such dues or taxes may consist of an amount fix or to be proportionate to the annual rental value as assessed on the premises occupied for such purposes; such dues or taxes may be imposed under both forms at the same time, and may be different or higher when payable by persons who do not resided in the municipality or who reside therein for less than twelve months; however, in no such case shall the sum fixed exceed two hundred dollars and the sum pro-

S.R.,
c. 233,
a. 526,
remp.
pour la
ville.

Commer-
ces, etc.

R.S.,
c. 233,
s. 526,
replaced
for town.

Trades,
etc.

sur la valeur locative annuelle dix pour cent de cette valeur ou deux mille dollars par année.”

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la ville.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 526, le suivant :

Taxe de
vente
autorisée.

“**526a.** Le conseil de la ville de Dorval peut, par résolution, imposer et prélever à compter du premier mai 1955 inclusivement, ou à toute autre date ultérieure, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite “taxe de vente”, n'excédant pas deux pour cent, de même nature sujette aux mêmes exemptions que la taxe perçue par la province et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la ville de Dorval.

Percep-
tion.

Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Conven-
tions.

Le conseil de la ville est autorisé à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par le présent article.

Examen
par tré-
sorier.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au trésorier de la ville d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Droits.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits du conseil de la ville de Dorval concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infraction au présent article.”

1950,
c. 120,
a. 22, am.
Règle-
ment de
construc-
tion et de
zonage.

3. Le paragraphe 1^a de l'article 22 de la loi 14 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant :

“1^a Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et la publication du règlement en la manière ordinaire,

portionate to the annual rental value ten per cent of such value or of two thousand dollars per annum.”

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.

“**526a.** The town council of Dorval may, by resolution, impose and levy, from the 1st of May, 1955, inclusive, or at any other later date, in addition to any other tax, a special tax called “sales tax”, not exceeding two per cent, of the same kind subject to the same exemptions as the tax collected by the Province and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the town of Dorval.

Sales
tax au-
thorized.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions as the tax levied under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.

Collec-
tion.

The town council is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the town shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act.

Examina-
tion by
treasurer.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the town council of Dorval respecting the collection of the sales tax aforesaid and actions for infringement of this section.”

Rights.

3. Paragraph 1a of section 22 of the act 14 George VI, chapter 120, is replaced by the following:

1950,
c. 120,
s. 22, am.

“1a. Without other formality than the approval of the municipal council and the publication of the by-law in the ordinary Building and zoning by-law.

le conseil est autorisé à adopter un règlement de construction et de zonage, modifiant ou remplaçant le règlement existant conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le premier alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes. Ledit règlement ne pourra cependant être modifié ou abrogé que par un autre règlement, sujet à l'approbation des électeurs propriétaires obtenue de la manière ci-après prévue.

Assemblée publique.

Dès l'adoption de ce règlement par le conseil, le secrétaire-trésorier, par avis public signé de sa main, doit convoquer une assemblée publique des électeurs propriétaires dont les immeubles sont situés dans l'arrondissement ou zone ou partie d'autres zones que le conseil décrètera affecté par ledit règlement de modification ou d'abrogation. Cette assemblée doit être tenue au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil et son avis de convocation devra comporter un délai de huit jours francs. Elle sera présidée par le maire ou le maire suppléant ou en leur absence par l'un des échevins. Le secrétaire-trésorier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande de votation.

Dix électeurs propriétaires concernés ou un cinquième de ceux-ci si leur nombre est inférieur à trente pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation sur ce règlement.

Date.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside doit fixer la date de la votation qui doit être tenue dans les trente jours de cette assemblée.

Adoption.

Si la votation n'est pas demandée, suivant les prescriptions mentionnées à l'alinéa précédent, le règlement est censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Majorité requise.

Toutefois, s'il y a votation, ce règlement devra être approuvé par le vote au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires qui ont exercé leur droit de vote, pourvu qu'au moins un tiers des électeurs résidant dans la municipalité ayant le droit de vote ait exercé ce droit."

Annexion.

4. Sont détachées de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la

manner, the council is authorized to pass a building and zoning by-law amending and, replacing the existing by-law, in accordance with the powers which are granted to it under the first sub-paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act. However the said by-law may be amended or repealed only by another by-law, subject to the approval of the electors who are property-owners, obtained in the manner hereafter provided.

Upon the passing of such by-law by the council, the clerk, by a public notice signed by him, shall call a public meeting of the electors proprietors who are owners of immoveables situated in this district or zone or in parts of other zones that the council shall declare to be affected by the said amending or repealing by-law. Such meeting shall be held at the place, on the day and at the time fixed by the council, and the notice calling it shall carry a delay of eight clear days. The meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Public meeting.

Ten electors property owners concerned or one fifth of them if their number is less than thirty may, but only during the hour following the opening of the meeting demand a poll on such by-law.

Demanding vote.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

Date.

If a poll is not demanded, in accordance with the provisions mentioned in the preceding paragraph, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the ratepayers concerned.

Adoption.

Nevertheless, if a poll is held, such by-law must be approved by the vote, by secret ballot, of the majority, in number and in value, of the electors-proprietors who have voted, provided at least one-third of those who are qualified to vote and who reside in the municipality, have voted."

Majority required.

4. Are detached from the municipality of the parish of St. Joachim of Pointe

Annexation.

Pointe-Claire et annexées à la ville de Dorval les parties de chemins ci-après décrites:

a) la moitié est en largeur du Chemin des Sources, en front des lots numéros 65, 69, 70, 71, 72 et 75 du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire;

b) la moitié sud-est en largeur du chemin situé entre les lots numéros 75 et 107 du même cadastre;

c) la moitié nord-est en largeur du chemin, en front des lots numéros 76, 78, 79, 80, 81, 81*a*, 83, 87, 88, 89, 90, 92 et 93 du même cadastre;

d) le chemin entre les lots numéros 75 et 76 du même cadastre, sur toute sa largeur;

e) le chemin entre les lots numéros 69 à 75 du susdit cadastre et le lot numéro 141 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, sur toute sa largeur.

Claire and annexed to the town of Dorval the portions of roads hereinafter described:

a. the east half in width of des Sources Road, in front of lots numbers 65, 69, 70, 71, 72 and 75 of the official cadastre of the parish of Pointe Claire;

b. the southeast half in width of the road situated between lots numbers 75 and 107 of the same cadastre;

c. the northeast half in width of the road, in front of lots numbers 76, 78, 79, 80, 81, 81*a*, 83, 87, 88, 89, 90, 92 and 93 of the same cadastre;

d. the road between lots numbers 75 and 76 of the same cadastre, on its whole width;

e. the road between lots numbers 69 to 75 of the aforesaid cadastre and lot number 141 of the official cadastre of the parish of St. Laurent, on its whole width.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.